



Renseignements importants destinés aux locateurs

Vous pouvez utiliser la Formulaire L4 pour demander à la Commission de rendre une ordonnance de résiliation de la location et d'expulsion du locataire si :

- le locataire n'a pas respecté les conditions d'une ordonnance ou d'un règlement obtenu par la médiation;
- l'ordonnance ou le règlement vous autorise à déposer la présente requête.

Vous trouverez des instructions sur la façon de remplir la Formulaire L4 sur le site Web de la Commission à tribunauxdecisionnelsontario.ca/cli.

1. Remplissez les quatre parties de cette requête. Lisez attentivement les instructions avant de remplir cette formule. Il est important que vous remplissiez correctement votre requête afin que le traitement n'en soit pas retardé.
 - **Partie 1** : Renseignements généraux sur :
 - le logement locatif visé par cette requête;
 - vous (votre nom, etc.);
 - les locataires qui sont en possession du logement;
 - les autres requêtes non réglées concernant le logement locatif.
 - **Partie 2** : Renseignements sur votre requête antérieure.
 - **Partie 3** : Sélectionnez le motif de votre requête.
 - **Partie 4** : Vous ou votre représentant apposez ici votre signature et fournissez les coordonnées de votre représentant le cas échéant.
2. Déposez toutes les pages de cette requête auprès de la CLI au plus tard **30 jours** après que le locataire n'a pas respecté une condition du règlement obtenu par la médiation ou de l'ordonnance.
3. Vous devez également déposer les documents suivants avec votre requête :
 - copie du règlement obtenu par la médiation ou de l'ordonnance;
 - déclaration signée ou affidavit sous serment précisant les conditions que le locataire n'a pas respectées et la façon dont il ne les a pas respectées..

Dans certains cas, votre déclaration ou affidavit doit aussi fournir des renseignements supplémentaires. Cela est expliqué dans les instructions. Le formulaire de déclaration à utiliser est joint à la requête.

4. Si vous avez des questions ou désirez obtenir des précisions, communiquez avec la CLI.

416 645-8080

1 888 332-3234 (sans frais)

tribunauxdecisionnelsontario.ca/cli



Lisez attentivement les instructions avant de remplir cette formule. Écrivez les renseignements en lettres moulées ou dactylographiez-les.

PARTIE 1 : RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

Adresse du logement locatif visé par cette requête

Numéro municipal

Nom de la rue

Type de rue (par ex., rue, avenue, boulevard)

Point cardinal (par ex., est)

Unité/App/Bureau

Municipalité (ville, village, etc.)

Prov.

Code postal

Nom et adresse du locateur

Prénom (S'il y a plus d'un locateur, remplissez une liste des parties et joignez-la à la requête.)

Nom de famille

Raison sociale de la société (le cas échéant)

Adresse postale

Unité/App/Bureau

Municipalité (ville, village, etc.)

Prov.

Code postal

N° de téléphone (jour)

N° de téléphone (soir)

N° de télécopieur

() -

() -

() -

Adresse électronique

RÉSERVÉ AU BUREAU :

Numéro de dossier



PARTIE 3 : MOTIFS DE LA REQUÊTE

Ombrez la case correspondant au motif de la requête à la CLI. Il peut y avoir plus d'un motif.

Motif 1 : Je demande une ordonnance de résiliation de la location et d'expulsion du locataire.

Motif 2 : Le locataire n'a pas respecté une condition d'un règlement obtenu par la médiation ou d'une ordonnance se fondant sur la requête antérieure **L1** et je demande une ordonnance de résiliation de la location et d'expulsion du locataire **ainsi que** de paiement de l'arriéré de loyer et des autres frais que me doit le locataire jusqu'à la date à laquelle il quitte le logement locatif.

et / ou

Motif 3 : Le locataire n'a pas respecté une condition d'un règlement obtenu par la médiation ou d'une ordonnance se fondant sur la requête antérieure **L2** et je demande une ordonnance de résiliation de la location et d'expulsion du locataire **ainsi que** de paiement des dommages-intérêts et des autres frais que me doit le locataire jusqu'à la date à laquelle il quitte le logement locatif.

Calcul du montant dû :

J'ai calculé le montant total que le locataire me doit comme suit :

Le montant total que le locataire doit payer aux termes du règlement obtenu par la médiation ou de l'ordonnance : , \$

Moins toute somme que le locataire a versée pour payer le montant fixé dans le règlement obtenu par la médiation ou l'ordonnance : - , \$

Le montant total que le locataire me doit toujours aux termes du règlement obtenu par la médiation ou l'ordonnance est le suivant : = , \$

Plus les frais pour chèque sans provision devenus exigibles **après** la date du règlement obtenu par la médiation ou de l'ordonnance et que le locataire **n'a pas** payés. + , \$

Si vous déposez votre requête en vertu du motif 2 ci-dessus, ajoutez tout loyer supplémentaire devenu exigible **après** la date du règlement obtenu par la médiation ou de l'ordonnance et que le locataire **n'a pas payé**. + , \$

Montant total que doit maintenant le locataire = , \$

Loyer actuel :

Indiquez le loyer actuel du locataire et ombrez la case pour préciser à quelle fréquence il doit payer le loyer :

Le loyer actuel est de , \$ par mois semaine autre (précisez) _____

Si vous avez déposé votre requête en vertu du motif 3 seulement, répondez à la question suivante :

Le locataire a-t-il payé le montant total du loyer pour le mois au cours duquel vous déposez la présente requête?

Oui Non

**PARTIE 4 : SIGNATURE****Signature du locateur ou du représentant juridique**
jj/mm/aaaa

Qui a signé la requête? Ombrez complètement la case correspondant à votre réponse.

Locateur Représentant juridique

Renseignements sur le représentant juridique

Prénom

Nom de famille

N° du BHC Raison sociale de la société (le cas échéant)

Adresse postale

Unité/App/Bureau Municipalité (ville, village, etc.) Prov. Code postal

N° de téléphone (jour) N° de téléphone (soir) N° de télécopieur
() - () - () -

Adresse électronique

Collecte de renseignements personnels

La Commission de la location immobilière a le droit de recueillir les renseignements demandés sur le présent formulaire afin de régler votre requête déposée en vertu de l'article 185 de la *Loi de 2006 sur la location à usage d'habitation*. Une fois le formulaire déposé, les renseignements concernant l'instance peuvent devenir publics s'ils figurent dans une décision ou une ordonnance du tribunal ou dans un autre document, conformément à la [Politique d'accès aux documents](#) de Tribunaux décisionnels Ontario et à la *Loi de 2019 sur les documents décisionnels des tribunaux*. Les parties qui souhaitent assurer la confidentialité de leurs dossiers ou renseignements doivent demander à l'arbitre une ordonnance de confidentialité. Pour toute question sur les ordonnances de confidentialité ou l'accès aux dossiers, envoyez-nous un courriel à LTB@ontario.ca ou appelez l'Info-Centre au **416 645-8080** ou **1 888 332-3234** (sans frais).

Renseignements importants de la Commission de la location immobilière

1. Après que le locateur dépose la présente requête, la CLI rend normalement une ordonnance de résiliation de la location sans tenir d'audience.
2. Le fait de fournir des renseignements faux ou trompeurs à la CLI constitue une infraction à la *Loi de 2006 sur la location à usage d'habitation*.
3. La CLI applique des règles de pratique qui énoncent les modalités relatives au processus de présentation d'une requête, ainsi que des lignes directrices d'interprétation qui expliquent de quelle façon la CLI peut trancher certaines questions susceptibles d'être soulevées dans une requête. Vous pouvez consulter les règles de pratique et les lignes directrices sur le site Web de la CLI à tribunauxdecisionnelsontario.ca/cli ou en acheter un exemplaire dans un bureau de la CLI.



DÉCLARATION

Le locataire n'a pas respecté des conditions d'un règlement obtenu par la médiation ou d'une ordonnance

Section A : Renseignements sur les conditions que le locataire n'a pas respectées

Vous devez remplir cette section.

Je, _____, de _____ (ville, municipalité)

déclare ce qui suit :

Le locataire n'a pas respecté les conditions suivantes du règlement obtenu par la médiation ou de l'ordonnance :
Indiquez les conditions du règlement obtenu par la médiation ou de l'ordonnance qui n'ont pas été respectées au cours des 30 derniers jours ainsi que la façon dont elles n'ont pas été respectées.

Quelles autres sections de la présente déclaration devez-vous remplir?

Avez-vous sélectionné le motif 1 dans la requête?

- Si oui, vous devez remplir seulement la section A et la section E de la présente déclaration.

Avez-vous sélectionné le motif 2 et/ou le motif 3 dans la requête?

- Si oui, vous devez remplir toutes les sections de la présente déclaration.



Section B : Loyer supplémentaire et frais exigibles

Loyer supplémentaire exigible :

Remplissez la case ci-dessous si :

- le règlement obtenu par la médiation ou l'ordonnance ordonnait au locataire de payer les arriérés de loyer;
depuis la date du règlement obtenu par la médiation ou de l'ordonnance, le locataire a omis de payer le loyer qui est devenu exigible.

Si le locataire ne doit pas de nouveau loyer, indiquez s/o dans la case.

Table with 5 columns: Période de location (du: / / au: / /), Loyer demandé \$, Loyer payé \$, Loyer dû \$, and a total row for 'Montant total du loyer dû'.

Nouveaux frais pour chèque sans provision ou frais d'administration connexes exigibles :

Depuis la date du règlement obtenu par la médiation ou de l'ordonnance, avez-vous dû payer des frais pour chèque sans provision sur des chèques que vous a remis le locataire? Si oui, remplissez la section qui suit.

Si non, indiquez s/o dans la case.

Table with 6 columns: Montant du chèque \$, Date du chèque (jj/mm/aaaa), Date des frais de chèque sans provision encourus (jj/mm/aaaa), Frais bancaires liés au chèque sans provision \$, Frais administratifs du locateur \$, and Total des frais \$.

Annexez d'autres feuilles au besoin.

Section C : Renseignements sur l'avance de loyer

Remplissez cette section si vous avez perçu une avance de loyer auprès du locataire et que vous détenez toujours cette avance. Si vous ne détenez pas une avance de loyer du locataire, indiquez s/o dans la section qui suit.

Montant actuel de l'avance de loyer : , \$

Date à laquelle l'avance de loyer a été perçue : / / jj/mm/aaaa

Dernière période de location pour laquelle des intérêts ont été versés sur l'avance de loyer : / / au / / jj/mm/aaaa



Section D : Renseignements sur le règlement obtenu par la médiation ou l'ordonnance

Montants exigibles aux termes du règlement obtenu par la médiation ou de l'ordonnance :

Indiquez les renseignements qui suivent. Vous devriez trouver ces renseignements dans le règlement obtenu par la médiation ou l'ordonnance.

Date du règlement obtenu par la médiation ou de l'ordonnance :

Form for date: / / jj/mm/aaaa

Montant total de l'arriéré de loyer que le locataire était tenu de payer aux termes du règlement obtenu par la médiation ou de l'ordonnance :

(N'incluez aucun autre montant que le locataire était tenu de payer aux termes du règlement obtenu par la médiation.)

, \$

L'arriéré de loyer vise la période allant jusqu'à la date suivante, inclusivement :

Form for date: / / jj/mm/aaaa

Montant total des dommages-intérêts que le locataire était tenu de payer aux termes du règlement obtenu par la médiation ou de l'ordonnance :

, \$

Montant que le locataire devait payer concernant les frais pour chèque sans provision :

, \$

Montant que le locataire devait payer pour les droits de dépôt de la requête antérieure :

, \$

Paiements reçus :

Indiquez tous les paiements que le locataire a effectués dans le tableau ci-dessous. Si le locataire n'a effectué aucun des paiements prévus dans le règlement ou l'ordonnance, indiquez s/o dans le tableau.

Table with 3 columns: Date du paiement (jj/mm/aaaa), Montant du paiement \$, and Indiquez la raison du paiement. Includes checkboxes for arriérés, chèques sans provision, frais administratifs, loyer, droits de requête, dommages-intérêts, and autre.

* Remarque : Les frais pour chèque sans provision ne peuvent pas dépasser le montant réel exigé par l'institution financière. Les frais d'administration pour chèque sans provision ne peuvent pas dépasser le montant prescrit. Les droits de requête ne peuvent pas dépasser le coût réel de la requête. Consultez les instructions pour obtenir plus d'information.



Section E : Signature

À ma connaissance, les renseignements fournis dans le présent formulaire sont complets et exacts. Je comprends que le fait de fournir des renseignements faux ou trompeurs dans le présent formulaire constitue une infraction aux termes de l'article 234 de la *Loi de 2006 sur la location à usage d'habitation*.

Nom

Signature

Date (jj/mm/aaaa)

RÉSERVÉ AU BUREAU :

Delivery Method: In Person Mail Courier Email E-file Fax MS FL